

Chambre des Représentants.

SESSION 1922-1923.

RAPPORTS SUR DES DEMANDES DE NATURALISATION.

Note préliminaire.

A la suite de la promulgation de la loi du 15 mai 1922 sur l'acquisition et la perte de la nationalité, qui modifie les règles de procédure relatives à l'instruction des demandes de naturalisation, tous les dossiers dont la Chambre était saisie ont dû être retournés au Ministère de la Justice pour être complétés.

Par le fait, la Commission des Naturalisations est demeurée inactive pendant plusieurs mois.

A l'heure actuelle, de nombreux dossiers lui ont été retournés et elle a repris séance.

La Commission, en reprenant ses travaux en 1919 n'a cru devoir soumettre à vos délibérations que des demandes présentant un caractère spécial, telles que celles émanant d'anciens combattants ou d'étrangers ayant donné des preuves certaines d'attachement à notre pays.

Comme en 1919, votre Commission estime qu'il y a lieu d'accueillir largement les demandes introduites par les anciens combattants. Aussi vous propose-t-elle de leur accorder — conformément à ce qui a été fait précédemment — la grande naturalisation en les dispensant pour autant que de besoin de la justification des conditions prévues par la loi. De même qu'en 1919, ils seraient exemptés du droit d'enregistrement.

La Commission, en dispensant les anciens combattants des conditions prévues par la loi du 15 mai 1922, n'a pas cru devoir retenir pour ceux-ci, la difficulté exposée ci-après qui est relative à l'application de l'article 14.

*
* *

L'article 14 de la loi du 1^{er} mai 1922, régissant la matière, porte ce qui suit :

« La demande de naturalisation n'est pas recevable lorsque la loi nationale de » l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité dans le » cas où il en acquerrait une nouvelle. »

Ce n'est là que l'application du principe général qui ne permet pas que l'on possède deux nationalités.

Il résulte de cette disposition que les demandeurs en naturalisation ont à faire

la preuve qu'ils ne sont pas dans les conditions constituant, aux termes de la loi, une fin de non recevoir contre la demande.

En général cette preuve est aisée à faire, les règles des pays étant précises en ce qui concerne l'acquisition et la perte de la nationalité.

Mais il n'en va pas de même pour les Allemands d'origine à raison d'une loi d'Empire de 1913 qui permet à des Allemands acquérant une nationalité étrangère de conserver la nationalité allemande, dans certaines conditions.

Tout récemment la question qui nous préoccupe a été soulevée dans un avis donné par M. le Procureur du Roi de Verviers, auquel le Parquet Général de Liège s'est rallié :

« Toutefois se pose la question de savoir quelle valeur il convient d'accorder
» aux pièces visées au n° 7, c'est-à-dire le certificat de législation. L'intéressé
» fournit : a) la traduction d'un acte de perte de nationalité délivré à Aix-la-
» Chapelle, le 4 avril 1873; b) un certificat du président de régence d'Aix-
» la-Chapelle, en date du 21 février 1923, constatant qu'il a perdu la nationalité
» allemande par un séjour ininterrompu de dix ans à l'étranger. *Ces deux certi-*
» *ficats ne répondent pas d'une façon explicite au prescrit de l'article 14 de la*
» *loi du 15 mai 1922. Dès lors, je me demande si la législation de 1922 entend*
» *subordonner la recevabilité d'une demande de naturalisation à l'absence dans la*
» *législation étrangère de toute disposition quelconque permettant la conservation*
» *de la nationalité d'origine, sans s'occuper du point de savoir si dans cette légis-*
» *lation étrangère il y a des modes de perte de la nationalité qui ne permettent*
» *pas de conserver la nationalité d'origine.*

» En d'autres termes, si la législation allemande prévoit la perte de la natio-
» nalité allemande par la délivrance d'un congé de nationalité, dans ses lois de
» 1870 et 1913, et si d'autre part dans sa loi de 1913, elle prévoit la possibilité
» de conservation de la nationalité allemande en cas d'acquisition d'une nationa-
» lité étrangère, moyennant certaines conditions, *on peut se demander si la*
» *conservation de la nationalité allemande telle qu'elle est prévue par la loi*
» *de 1913 est rendue impossible par la délivrance d'un congé de nationalité.*
» On peut se demander aussi si la loi de 1913 a rétroagi, en ce sens que les
» actes d'expatriation délivrés sous l'empire de la loi de 1870 ne peuvent pas
» être modifiés par l'application de l'article 23 de la loi Delbruck.

» Supposant que Kupper ait obtenu un congé de nationalité en 1874, on peut
» se demander si la loi de 1913 ne lui aurait pas permis de faire usage de la
» faculté lui permettant de conserver la nationalité allemande. On peut aussi se
» demander s'il est devenu sans patrie, par un séjour ininterrompu de dix ans,
» si la loi de 1913 ne lui a pas permis de recouvrer la nationalité allemande.

» Enfin, admettant que Kupper soit devenu sans patrie, par l'effet des lois de son pays, ne convient-il pas qu'il fournisse la preuve de ce que la loi du pays dont il a cessé d'être le ressortissant ne contient pas de clause incompatible avec l'article 14 de notre loi du 13 mai 1922? Lui suffira-t-il de dire : Je suis sans nationalité, par conséquent, aucune législation ne m'étant applicable, je ne puis démontrer que ce néant ne contient pas de dispositions en contradiction avec la législation belge? En d'autres termes, la preuve de la perte de la nationalité allemande suffit-elle pour dispenser le requérant de fournir un certificat de légis-

lation? A mon sens, je ne le pense pas. Ce que le législateur a voulu, c'est prévenir les surprises. *J'estime que tant que l'Allemagne n'aura pas déclaré nettement qu'elle n'autorise en aucun cas ses nationaux à conserver la nationalité allemande en cas d'acquisition de nationalité étrangère, nous n'avons pas les garanties suffisantes pour être certainement à l'abri des surprises.* Je conclus au rejet de la demande; en effet, Kupper a été allemand; il prétend qu'il a cessé de l'être; il nous apporte des documents le constatant, mais nous savons que la loi allemande permet à quelqu'un qui acquiert une nationalité étrangère de conserver, dans certaines conditions, la nationalité allemande. J'ignore, en l'absence d'un certificat, précis, si cette dernière faculté est accordée aux personnes se trouvant dans le cas du requérant. *Il appartient à la légation allemande de proclamer d'une façon nette que l'article 278 du Traité de Versailles est respecté par l'Allemagne. Tant que ce principe n'est pas proclamé, j'estime ne pouvoir donner un avis favorable dans la demande du sieur Kupper.*

Le Procureur du Roi,

Le procureur du Roi de Verviers estime donc que jusqu'à la modification de la législation allemande, les demandes de naturalisation émanant d'Allemands et d'anciens Allemands doivent être considérées comme non recevables.

Il a paru à la Commission que cette thèse était trop absolue.

Aux termes de la loi allemande de 1870 sur la matière, les Allemands établis à l'étranger perdaient la nationalité allemande par un séjour non interrompu de dix années en dehors du territoire de l'Empire. S'ils n'en acquéraient pas d'autre, ils devenaient ce qu'on est convenu d'appeler des « Heimatlos » et la loi de 1913 leur facilite la récupération de leur nationalité d'origine.

Pour ceux-là la question est douteuse peut-être, rien que par le fait que la preuve du séjour non interrompu pendant dix ans hors du territoire allemand est difficile à faire.

Mais il est des Allemands qui ont perdu leur nationalité en vertu d'une dénationalisation expresse constatée par un certificat d'expatriation.

Ceux-là ont cessé d'être Allemands. Ils peuvent en faire la preuve matérielle. Par suite, les lois allemandes ne peuvent plus les atteindre.

Dès lors, l'avis du Parquet de Verviers nous paraît à leur égard non fondé.

Il semble, d'ailleurs, que les termes mêmes des articles 7 et 14 excluent qu'ils leur soient applicables: ils portent, en effet, les mots « conserver sa nationalité ». Or, on ne conserve pas une qualité qu'on a perdue. On peut la *récupérer*, mais non la *conserver*.

La Commission étant saisie d'un certain nombre de demandes émanant d'ex-Allemands méritant une considération particulière, n'a cru devoir, à raison de ces scrupules, soumettre à la Chambre avec avis favorable que les demandes émanant d'Allemands d'origine, porteurs de la déclaration d'expatriation, dont la conduite, les antécédents et les garanties de moralité nous ont paru les rendre dignes de la faveur sollicitée par eux.

Le Président-Rapporteur,

L. DU BUS DE WARNAFFE.

A. — GRANDE NATURALISATION
(avec dispense des droits d'enregistrement)

1° Rapports faits, au nom de la Commission, par M. CUELENAERE.

I.

N° 77. — *Demande du sieur Gisbert, Jean, Léonard ERAS.*

MESSIEURS,

Le sieur Eras, né à Bois-le-Duc (Pays-Bas), le 31 juillet 1871, sollicite la naturalisation.

Il habite la Belgique dès son enfance et exerce à Hemixem (Anvers) la profession de plombier.

Il a épousé une femme d'origine belge. Sept enfants dont cinq encore en vie sont issus de cette union. D'un second mariage contracté avec une femme belge il a retenu trois enfants.

En 1916, il s'est engagé comme volontaire de guerre et a été employé à la fabrication des munitions.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur Eras la grande naturalisation avec dispense des droits d'enregistrement.

Le Rapporteur,

HECTOR CUELENAERE.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

II.

N° 76. — *Demande du sieur Hubert MÖLTGEN.*

MESSIEURS,

Le sieur Möltgen, né à Bonn (Allemagne), le 16 novembre 1876, sollicite la naturalisation.

Il habite la Belgique depuis 1884 et exerce à Anvers la profession de maître d'hôtel.

Il a épousé une femme d'origine belge. Deux enfants, nés en Belgique, sont issus de cette union.

Il s'est engagé comme volontaire de guerre en août 1914. Il a été blessé en 1915. Il travailla ensuite aux usines de munitions.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur Möltgen la grande naturalisation avec dispense des droits d'enregistrement.

Le Rapporteur,

Le Président,

HECTOR CUELENAERE.

DU BUS DE WARNAFFE.

2° Rapports faits, au nom de la Commission, par M. DEJAEGER.

III.

N° 43. — Demande du sieur Henri KASCHTEN.

MESSIEURS,

Le sieur Kaschten, né à Bochum (Allemagne), le 11 novembre 1885, sollicite la naturalisation.

Il habite la Belgique depuis le 19 mai 1903 et exerce à Beho (Luxembourg) la profession de menuisier.

Il a épousé une femme d'origine belge. Quatre enfants nés en Belgique sont issus de cette union.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en Belgique. Rappelé sous les armes à la déclaration de guerre, il fut fait prisonnier à la chute du fort de Fléron et interné en Allemagne.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur Kaschten la grande naturalisation avec dispense des droits d'enregistrement.

Le Rapporteur,

Le Président,

C. DEJAEGER.

DU BUS DE WARNAFFE.

IV.

N° 51. — *Demande du sieur Frédéric-Arthur MARSDEN.*

MESSIEURS,

Le sieur Marsden, né à Layston (Angleterre) le 10 décembre 1896, sollicite la naturalisation.

Il habite la Belgique depuis 1918 et exerce à Roux (Hainaut) la profession d'employé.

Il a épousé une femme d'origine belge. Un enfant né en Belgique est issu de cette union.

Il s'est engagé dans l'armée anglaise en 1915 et a fait campagne jusqu'en 1918. Il est décoré de la médaille de guerre.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur Marsden la grande naturalisation avec dispense des droits d'enregistrement.

Le Rapporteur,
C. DEJAEGHER.

Le Président,
DU BUS DE WARNAFFE.

V.

N° 108. — *Demande du sieur Gerschon-Enoch TREGER.*

MESSIEURS,

Le sieur Treger, né à Isbitza (Pologne) le 2/14 octobre 1891, sollicite la naturalisation.

Il habite la Belgique depuis le 28 décembre 1912 et exerce à Anvers la profession de tailleur d'habits.

Il a épousé une femme d'origine étrangère. Trois enfants sont issus de cette union.

Il s'est engagé comme volontaire de guerre le 6 août 1914, a été blessé et est titulaire d'un chevron de blessure, de la croix de guerre, de la médaille de l'Yser et des médailles commémoratives. Il a été licencié par réforme en 1916.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur Treger la grande naturalisation avec dispense des droits d'enregistrement.

Le Rapporteur,
C. DEJAEGHER.

Le Président,
DU BUS DE WARNAFFE.

3° Rapports faits au nom de la Commission, par M. ELBERS.

VI.N° 64. — *Demande du sieur Josse KAMERMANS.*

MESSIEURS,

Le sieur Kamermans, né à Flessingue (Pays-Bas), le 22 novembre 1890, sollicite la naturalisation.

Il habite la Belgique depuis le 3 août 1910 et exerce à Anvers la profession de magasinier.

Il a épousé une femme d'origine belge. Deux enfants nés à l'étranger sont issus de cette union.

Il s'est engagé comme volontaire en 1914 et a fait toute la campagne.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur Kamermans la grande naturalisation avec dispense des droits d'enregistrement.

Le Rapporteur,

F. ELBERS.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

VII.N° 67. — *Demande du sieur Ernest-Arthur GREUILL.*

MESSIEURS,

Le sieur Greuill, né à Wildbad (Allemagne), le 8 juillet 1891, sollicite la naturalisation.

Il habite la Belgique depuis le 21 août 1893 et exerce à Saint-Josse-ten-Noode la profession d'artiste peintre.

Il a épousé une femme d'origine belge; un enfant né en Belgique est issu de cette union.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en Belgique comme milicien de 1911. Rappelé sous les armes en 1914, il a fait toute la campagne. Il est titulaire de huit chevrons de front, de la croix de guerre belge et de la croix de guerre française.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur Greuill la grande naturalisation avec dispense des droits d'enregistrement.

Le Rapporteur,

F. ELBERS.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

4° Rapports faits au nom de la Commission, par M. FLAGEY.**VIII.****N° 4. — Demande du sieur Marie-Hubert-Auguste-Clément TIELENS.**

MESSIEURS,

Le sieur Tielens, né à Liège, le 31 août 1898, de parents hollandais devenus Belges par voie de déclaration, sollicite la naturalisation.

Il habite la Belgique depuis sa naissance et est étudiant en médecine, aspirant à l'hôpital militaire de Liège.

Il est célibataire.

En septembre 1917 l'intéressé a rejoint l'armée belge en qualité de volontaire et après son licenciement a repris son service en qualité d'élève médecin militaire.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur Tielens la grande naturalisation avec dispense du droit d'enregistrement.

Le Rapporteur,

E. FLAGEY.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

IX.**N° 57. — Demande du sieur Henry-Eugène d'HAËNE.**

MESSIEURS,

Le sieur d'Haëne, né à Nimègue (Pays-Bas), le 1^{er} janvier 1891, sollicite la naturalisation.

Il habite la Belgique depuis 1894 et exerce à Bruxelles la profession de gérant d'hôtel.

Il a épousé une femme d'origine belge.

Il s'est engagé en 1914 et a fait toute la campagne dans l'armée belge.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur d'Haëne la grande naturalisation avec dispense du droit d'enregistrement.

Le Rapporteur,

E. FLAGEY.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

X.

N° 74. — *Demande du sieur Henri WALK.*

MESSIEURS,

Le sieur Walk, né à Grodno (Russie), le 24 octobre 1889, sollicite la naturalisation.

Il habite la Belgique depuis son enfance et exerce, à Anvers, la profession de négociant en diamants. Il est célibataire.

Il s'est engagé comme volontaire de guerre en 1917 et a servi dans l'armée belge jusqu'en 1919.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur Walk la grande naturalisation avec dispense des droits d'enregistrement.

Le Rapporteur,

E. FLAGEY.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

XI.

N° 111. — *Demande du sieur Albert-Hippolyte PRÉVOT.*

MESSIEURS,

Le sieur Prévot, né à Louvroil (France), le 16 avril 1883, sollicite la naturalisation.

Il habite la Belgique depuis le 1^{er} mai 1889 et exerce, à Blaregnies (Hainaut), la profession de brasseur.

Il a épousé une femme d'origine étrangère. Trois enfants, nés en Belgique, sont issus de cette union.

Il a satisfait aux obligations du service militaire à l'étranger et a fait la campagne de 1914-1918 dans l'armée française.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur Prévot la grande naturalisation avec dispense des droits d'enregistrement.

Le Rapporteur,

E. FLAGEY.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

5° Rapport fait, au nom de la Commission, par M. PUSSEMIER.

XII.

N° 63. — *Demande du sieur Jean-Egbert VAN EMMERIK.*

MESSIEURS,

Le sieur van Emmerik, né à Utrecht (Pays-Bas), le 19 mai 1890, sollicite la naturalisation.

Il exerce à Anvers la profession d'électricien.

Il a épousé une femme d'origine belge.

Il s'est engagé comme volontaire de guerre en 1914; a fait toute la campagne et a été blessé à Dixmude, le 27 mai 1916; du fait de son engagement dans l'armée belge, il a perdu sa nationalité d'origine.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur van Emmèrik, la grande naturalisation avec dispense des droits d'enregistrement.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

6° Rapports faits, au nom de la Commission, par M. SAMIV.

XIII.

N° 32. — *Demande du sieur LÉON FRAENKEL.*

MESSIEURS,

Le sieur Fraenkel, né à Kiew (Russie), le 7/18 février 1883, sollicite la naturalisation.

Il habite la Belgique depuis le 24 septembre 1889 et exerce à Anvers la profession de négociant.

Il est célibataire.

Il s'est engagé comme volontaire pour la durée de la guerre et a fait la campagne de 1914-1918.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

L'intéressé avait dès 1909 introduit une demande de naturalisation qui au moment de la déclaration de guerre était soumise à la législature.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur Fraenkél, la grande naturalisation avec dispense des droits d'enregistrement.

Le Rapporteur,

J. SAMIJN.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

XIV.

N° 41. — *Demande du sieur* Laurent-Augustin-Florimond SMOLDERS.

MESSIEURS,

Le sieur Smolders, né à Hoofdplaat (Pays-Bas) le 11 octobre 1891, sollicite la naturalisation.

Il habite la Belgique depuis son enfance et exerce à Schaerbeek la profession de cuisinier.

Il est célibataire.

Le 4 août 1914 il s'est engagé comme volontaire de guerre et a fait toute la campagne. Il est titulaire de huit chevrons de front, de la médaille de l'Yser, de la croix de guerre et des médailles commémoratives.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur Smolders la grande naturalisation avec dispense des droits d'enregistrement.

Le Rapporteur,

J. SAMIJN.

Le Président.

DU BUS DE WARNAFFE.

XV.

N° 82. — *Demande du sieur* Charles-Robert MÜLLER.

MESSIEURS,

Le sieur Müller, né à Leipzig (Allemagne), le 5 février 1891, sollicite la naturalisation.

Il habite la Belgique depuis 1892 et exerce à Auderghem (Brabant), la profession d'industriel.

Il a épousé une femme d'origine belge. Un enfant né en Belgique est issu de cette union.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en Belgique comme milicien

de 1912. Il a été rappelé sous les armes en 1914 et a fait campagne. Il est décoré de la médaille de l'Yser.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur Müller la grande naturalisation avec dispense des droits d'enregistrement.

Le Rapporteur,

J. SAMIJN.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

XVI.

N° 81. — *Demande du sieur Georges-Joseph PROTIN.*

MESSIEURS,

Le sieur Protin, né à Looberghe (France), le 29 janvier 1897, sollicite la naturalisation.

Il habite la Belgique depuis son enfance et est 1^{er} maréchal-des-logis de gendarmerie à Jette-Saint-Pierre.

Il a épousé une femme d'origine belge.

Il s'est engagé comme volontaire de guerre en 1915, a fait la campagne et a été blessé. Il a perdu l'œil droit par suite de sa blessure. En 1918 il a pris un engagement dans la gendarmerie. Il est décoré de l'ordre de Léopold II, de la croix de guerre et des médailles commémoratives.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission vous propose d'accorder au sieur Protin la grande naturalisation avec dispense des droits d'enregistrement.

Le Rapporteur,

J. SAMIJN.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

B. — GRANDE NATURALISATION

1° Rapport fait au nom de la Commission, par M. DU BUS DE WARNATTE.

XVII.

N° 116. — *Demande du sieur William-Parkinson KIRKPATRICK.*

MESSIEURS,

Le sieur Kirkpatrick, né à Ixelles, d'un père Anglais, le 21 août 1858, sollicite la grande naturalisation.

Il habite la Belgique depuis sa naissance et exerce à Uccle la profession d'ingénieur.

Il est marié et père de quatre enfants, dont l'un fut major dans l'armée anglaise, pendant la guerre et dont un autre, volontaire dans l'armée belge, fut tué à Ond-Stuyvenskerke. Il n'avait pas d'obligations de milice en Belgique et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 28 août 1921.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

L'intéressé est chevalier de l'ordre de Léopold et président de l'Association des ingénieurs sortis de l'Ecole polytechnique de Bruxelles.

Votre Commission estime que le sieur Kirkpatrick remplit toutes les conditions requises pour obtenir la grande naturalisation.

Le Président-Rapporteur.

DU BUS DE WARNATTE.

2° Rapports faits au nom de la Commission par M. ELBERS.

XVIII.

N° 20. — *Demande du sieur Alexandre LEVY.*

MESSIEURS,

Le sieur Levy, né à Obercassel (Allemagne) le 29 juillet 1863, sollicite la grande naturalisation.

Il habite la Belgique depuis le 3 novembre 1892 et exerce à Bruxelles la profession d'industriel.

Il a épousé une femme d'origine allemande. Un enfant né en Belgique est issu de cette union.

Il a satisfait aux obligations du service militaire dans son pays d'origine. Dès octobre 1892, l'intéressé avait perdu sa nationalité d'origine par un acte de congé.

À moment de la déclaration de guerre, la Législature était saisie d'une demande de naturalisation émanant de l'intéressé.

Il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 28 août 1921.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche. Il subventionna pendant la guerre les services de la Croix-Rouge et plusieurs œuvres de guerre.

Son fils qui avait opté pour la Belgique, s'engagea en 1914 comme volontaire de guerre, fut blessé à l'Yser; sitôt rétabli, il rejoignit son régiment au front et fut tué au champ d'honneur.

Votre Commission estime que le sieur Levy réunit toutes les conditions requises pour obtenir la grande naturalisation.

Le Rapporteur,

F. ELBERS.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

XIX.

N° 28. — *Demande du sieur Herman-Bernard-Michel SEIJLER.*

MESSIEURS,

Le sieur Seijler, né à Vierlingsbeek (Pays Bas), le 15 mars 1845, sollicite la grande naturalisation.

Il habite la Belgique depuis 1869 et exerce à Jette-Saint-Pierre (Brabant) la profession de comptable.

Il a épousé une femme d'origine belge.

Il n'a pas eu d'obligations militaires à accomplir en Belgique et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 28 août 1921.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Son fils unique, qui était sous-lieutenant aux zouaves, est tombé au champ d'honneur le 9 juillet 1916, près de Bapaume (France).

Votre Commission estime que le sieur Seijler réunit toutes les conditions requises pour obtenir la grande naturalisation.

Le Rapporteur,

F. ELBERS.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

3° Rapports faits au nom de la Commission, par M. FLAGEY.

XX.

N° 38. — *Demande du sieur Jakob-Löbel FISCHER.*

MESSIEURS,

Le sieur Fischer, né à Cracovie (Pologne), le 3 novembre 1867, sollicite la grande naturalisation.

Il habite la Belgique depuis le 27 mai 1884 et exerce à Bruxelles, la profession de négociant en diamants.

Il a épousé une femme belge. Trois enfants nés en Belgique sont issus de cette union.

Il a été dispensé du service militaire dans son pays d'origine et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 28 août 1921.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Les enfants du pétitionnaire ont opté pour la Belgique. Un des fils a fait la campagne de 1914-1918 comme volontaire de guerre, est lieutenant de réserve et est inscrit au barreau de Bruxelles.

Votre Commission estime que le sieur Fischer remplit toutes les conditions requises pour obtenir la grande naturalisation.

Le Rapporteur,

E. FLAGEY.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

XXI.

N° 49. — *Demande du sieur Henri DE GREEFF.*

Messieurs,

Le sieur de Greeff, né à Grefeld (Allemagne), le 7 août 1860, sollicite la grande naturalisation.

Il habite la Belgique depuis 1886 et est professeur à la faculté des sciences du Collège Notre-Dame de la Paix, à Namur.

Il n'avait pas d'obligations militaires et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 28 août 1921.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Pendant la guerre, il a rendu d'importants services aux organismes de rensei-

gnements pour les armées alliées et au service du ravitaillement de la population. Il est chevalier de l'Ordre de Léopold et titulaire de la médaille civique de première classe.

La Chambre, au moment de la déclaration de guerre, avait accueilli une première demande introduite par l'intéressé.

Votre Commission estime que le sieur de Greeff remplit toutes les conditions requises pour obtenir la grande naturalisation.

Le Rapporteur,
E. FLAGEY.

Le Président,
DU BUS DE WARNAFFE.

XXII.

N° 96. — *Demande du sieur Abraham, Bernard Jofé.*

MESSIEURS,

Le sieur Jofé, né à Dwinsk (Russie), le 4 février 1880, sollicite la grande naturalisation.

Il habite la Belgique depuis le 24 octobre 1895 et exerce à Uccle (Brabant) la profession d'avocat.

Il a épousé une femme d'origine polonaise qui demande la naturalisation conjointement avec son mari. Un enfant est issu de cette union.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en Russie et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 28 août 1921.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Le père de l'intéressé avait obtenu la naturalisation ordinaire en 1904.

Votre Commission estime que le sieur Jofé remplit toutes les conditions requises pour obtenir la grande naturalisation.

Le Rapporteur,
E. FLAGEY.

Le Président,
L. DU BUS DE WARNAFFE.

XXIII.

N° 96. — *Demande de dame Mindlia FEFERBERG, épouse de Abraham, Bernard Jofé.*

MESSIEURS,

La dame Feferberg, née à Varsovie, le 20 mars 1882, sollicite la grande naturalisation conjointement avec son mari.

Elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 28 août 1921.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Feferberg remplit toutes les conditions requises pour obtenir la grande naturalisation.

Le Rapporteur,

E. FLAGEY.

Le Président,

L. DU BUS DE WARNAFFE.

XXIV.

4° Rapports faits au nom de la Commission, par M. PUSSEMIER.

N° 113. — *Demande du sieur Martin-Henri RUMPF.*

MESSIEURS,

Le sieur Rumpf, né à Paris, d'un père brésilien, le 18 septembre 1872, sollicite la grande naturalisation.

Il habite la Belgique depuis le 3 novembre 1892 et exerce à Uccle la profession de directeur d'usine.

Il a épousé une femme belge, qui a recouvré sa nationalité d'origine par le bénéfice de la loi du 15 mai 1922.

Il n'a pas eu à accomplir d'obligations de milice et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 28 août 1921.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

L'intéressé est chevalier de la Légion d'honneur.

Dès avant la guerre il avait introduit une demande de naturalisation.

Votre Commission estime que le sieur Rumpf remplit toutes les conditions requises pour obtenir la grande naturalisation.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER,

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

XXV.

N° 44. — *Demande du sieur David FELDHEIM.*

MESSIEURS,

Le sieur Feldheim, né à Warendorf (Allemagne), le 23 janvier 1884, sollicite la grande naturalisation.

Il habite la Belgique depuis 1884 et exerce à Saventhem la profession d'industriel.

Il a épousé une femme belge et est père de trois enfants devenus Belges par option. Dès 1888, il a obtenu démission de sa qualité de sujet allemand, fait reconnu par un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles en date du 22 mai 1922. Il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 28 août 1921.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

L'intéressé a eu une attitude nettement patriotique pendant la guerre et a été décoré de l'ordre de Léopold pour services rendus à la population sous l'occupation.

Votre Commission estime que le sieur Feldheim remplit toutes les conditions requises pour obtenir la grande naturalisation.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

5° Rapport fait, au nom de la Commission par M. DEJAEGER.

XXVI.

N° 33. — *Demande du sieur Joseph TÄITSCH.*

MESSIEURS,

Le sieur Täitsch, né à Nicolaïeff (Russie) le 25 octobre/7 novembre 1867 sollicite la grande naturalisation.

Il habite la Belgique depuis 1895 et est, à Anvers, professeur à l'Institut Supérieur de Commerce.

Il a épousé une femme d'origine russe; deux enfants nés en Belgique sont issus de cette union, l'aîné est devenu belge par option.

Il résulte d'une attestation versée au dossier que la situation de l'intéressé à l'égard de sa loi nationale est régulière au point de vue de la milice et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 28 août 1921.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

L'intéressé a été nommé chevalier de l'Ordre de Léopold au titre de professeur.

Votre Commission estime que le sieur Tàitsch remplit toutes les conditions requises pour obtenir la grande naturalisation.

Le Rapporteur,

DEJAEGHER.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

6^e Rapport fait, au nom de la Commission, par M. SAMIJN.

XXVII.

N° 23 — Demande du sieur Salomon DE JONG.

MESSIEURS,

Le sieur de Jong, né à Amsterdam (Pays-Bas), le 5 janvier 1868, sollicite la grande naturalisation.

Il habite la Belgique depuis 1885 et exerce à Anvers la profession d'industriel. Il est administrateur-délégué de la « Minerva ».

Il a épousé une femme d'origine hollandaise. Deux enfants nés en Belgique sont issus de cette union et ont acquis la nationalité belge par option. Il n'était pas astreint au service militaire dans son pays d'origine et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 28 août 1921.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Il est officier de l'Ordre de Léopold et décoré de la médaille du Roi Albert.

Votre Commission estime que le sieur de Jong remplit toutes les conditions requises pour obtenir la grande naturalisation.

Le Rapporteur,

J. SAMIJN.

Le Président,

DU BUS DE WARNAFFE.

C — NATURALISATION ORDINAIRE.

Rapport fait, au nom de la Commission, par M. DEJAEGER.

XXVIII.

N° 120. — *Demande du sieur Max Lion.*

MESSIEURS,

Le sieur Lion, né à Mannheim (Allemagne), le 15 décembre 1849, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis le 2 mars 1878, et exerce à Uccle (Brabant), la profession de fondé de pouvoirs de banque.

Il a épousé une femme d'origine belge qui a recouvré la nationalité belge en conformité des dispositions transitoires de la loi du 15 mai 1922. Deux enfants, nés en Belgique, sont issus de ce mariage.

Il était exempté de tout service militaire dans son pays d'origine et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 28 août 1921.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Il est chevalier de l'Ordre de Léopold. Pendant la guerre il a soutenu plusieurs œuvres belges créées en faveur des militaires et en faveur de la population.

Votre Commission estime que le sieur Lion remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

Le Président,

C. DE JAEGER.

DU BUS DE WARNAFFE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 MEI 1923.

VERSLAGEN OVER AANVRAGEN VAN BURGERSCHAP.

Inleidende nota

Ten gevolge van de afkondiging der wet van 15 Mei 1922 op het verkrijgen en het verliezen der nationaliteit, welke wijziging toebrengt in de procedure betreffende het onderzoek der aanvragen van Burgerschap, moesten al de dossiers, waarvan de Kamer mededeeling had ontvangen, terug naar het Ministerie van Justitie worden gezonden ter aanvulling.

Deswege is de Commissie voor de Naturalisatiën verscheidene maanden lang werkeloos gebleven.

Op dit oogenblik, werden haar talrijke dossiers teruggezonden en heeft zij hare werkzaamheden hervat.

Toen de Commissie in 1919 hare werkzaamheden hervatte, was zij van oordeel, aan uwe beraadslagingen slechts die aanvragen te onderwerpen welke van een bijzonderen aard zijn, zooals die uitgaande van oudstrijders of van vreemdelingen welke genoegzame bewijzen van gehechtheid aan ons land gegeven hebben.

Evenals in 1919, is uwe Commissie van gevoelen dat het noodig is de aanvragen door de oudstrijders ingediend welwillend te onthalen. Ook stelt zij u voor hun — overeenkomstig met hetgeen vroeger geschiedde — Staatsburgerschap te verleenen met vrijstelling, in zooverre het noodig is, van het bewijs dat aan de vereischten der wet is voldaan. Evenals in 1919, zouden zij vrijgesteld zijn van de registratierechten.

* * *

Wijl de Commissie de oud-strijders heeft vrijgesteld van de vereischten voorzien bij de wet van 15 Mei 1922, heeft zij het insgelijks niet noodig geacht voor hen de moeilijkheid te handhaven welke voortspuit uit de toepassing van artikel 14 der wet van 1 Mei 1922, deze zaak betreffende, en luidt als volgt :

« Het verzoek om naturalisatie is niet ontvankelijk wanneer de landswet » van den belanghebbende dezen toelaat machtiging te bekomen tot het » behouden zijner nationaliteit, ingeval hij er eene nieuwe mocht ver- » krijgen. »

Dit is niets anders dan de toepassing van het algemeen beginsel dat niet toelaat twee nationaliteiten te bezitten.

Daaruit blijkt dat de aanzoekers van Burgerschap moeten bewijzen dat zij zich niet in den toestand bevinden welke, naar luid der wet, van aard zij om hunne aanvraag af te wijzen.

In 't algemeen is dit bewijs gemakkelijk te leveren, daar de regelen der landen nauwkeurig zijn bepaald voor wat betreft het verkrijgen en het verliezen der nationaliteit.

Dit is echter niet meer het geval voor de Duitschers van oorsprong, wegens eene wet van het Keizerrijk dd. 1913, welke aan Duitschers, die een vreemde nationaliteit verkrijgen, toelaat, in zekere voorwaarden, de Deutsche nationaliteit te behouden.

Zeer onlangs kwam deze quaestie te berde in een advies gegeven door den Procureur des Konings van Verviers, bij welk advies het Parket Generaal van Luik zich heeft aangesloten.

« Echter rijst de vraag te weten welke waarde moet gehecht worden aan » de stukken bedoeld bij n^o 7, te weten het bewijs van wetgeving. De belang- » hebbende legt over : a) de vertaling eener akte van nationaliteitsverlies » afgeleverd te Aken, den 4^e April 1875 : b) een bewijsschrift van den » regentie-voorzitter van Aken, dd. 21 Februari 1923, waarbij wordt vast- » gesteld dat hij de Deutsche nationaliteit heeft verloren uit hoofde van een » gestadig verblijf van tien jaar in den vreemde. *Deze beide stukken beant- » woorden niet uitdrukkelijk aan het bepaalde bij artikel 14 der wet van » 15 Mei 1922. Dienvolgens, vraag ik mij af, of de wetgeving van 1922 de » onteerkelijkheid eener aanvraag om naturalisatie wenscht te doen afhangen van » het ontbreken in de vreemde wetgeving van eenige bepaling welke toelaat » de nationaliteit van oorsprong te behouden, zonder zich te bekommeren over het » punt te weten of er in deze vreemde wetgeving wijzen bestaan van verlies der » nationaliteit, welke niet toelaten de nationaliteit van oorsprong te behouden.*

» In andere woorden, indien de Deutsche wetgeving in zijne wetten van » 1870 en 1913, het verlies der Deutsche nationaliteit voorziet door de » aflevering van een ontslag van nationaliteit, en zoo zij, anderzijds, in hare » wet van 1913, de mogelijkheid voorziet mits sommige voorwaarden, de » Deutsche nationaliteit te behouden in geval van het verkrijgen eener » vreemde nationaliteit, kan men zich afvragen of het behouden der » Deutsche nationaliteit, zooals deze wordt voorzien bij de wet van 1913, onmo- » gelijk wordt gemaakt door het afleveren van een ontslag van nationaliteit. Men » kan zich ook afvragen of de wet van 1913 terugwerkende kracht heeft » gehad, in dien zin dat de akten van expatriatie, afgeleverd onder het beheer » der wet van 1870, niet kunnen gewijzigd worden bij toepassing van arti- » kel 25 der wet Delbruck.

» In de veronderstelling dat Kupper, in 1874, een ontslag van nationa- » liteit zou verkregen hebben, mag men zich afvragen of de wet van 1913 » hem niet zou toegelaten hebben gebruik te maken van de vrijheid die hij » bezit om de Deutsche nationaliteit te behouden. Men mag zich ook » afvragen of hij vaderlandloos is geworden door een gestadig verblijf van

» tien jaar, indien de wet van 1915 hem niet heeft toegelaten de Duitse
» nationaliteit terug te winnen.

» Eindelijk, aannemende dat Kupper vaderlandloos geworden zij ten
» gevolge van de wetten van zijn land, behoort het hem dan niet te bewijzen
» dat de wet van het land, waarvan hij opgehouden heeft de onderhoorige
» te zijn geen bepaling behelst onverenbaar met artikel 14 van onze wet
» van 15 Mei 1922? Zal het hem volstaan te zeggen : Ik ben vaderlandloos,
» dienvolgens, daar geene wet op mij toepasselijk is, kan ik niet bewijzen
» dat deze ontstentenis van wet geene bepalingen bevat die in strijd zijn
» met de Belgische wet? In andere woorden, volstaat het bewijs van verlies
» der Duitse nationaliteit om den aanzoeker te ontslaan een bewijs van
» wetgeving voor te brengen? Ik geloof het niet. De wetgever heeft gewild
» alle verrassingen te vermijden. *Ik ben van oordeel dat zoolang Duitschland*
» *niet duidelijk zal verklaard hebben dat het in geen geval zijne ingezetenen*
» *machtigt om de Duitse nationaliteit te behouden, bijaldien zij een vreemde*
» *nationaliteit verkrijgen, wij geene genoegzame waarborgen hebben, om stellig*
» *alle verrassingen te beletten.* »

» Ik besluit tot het afwijzen der aanvraag. inderdaad, Kupper is Duitscher
» geweest; hij beweert opgehouden te hebben het te zijn; hij brengt ons de
» bewijzen daarvan aan, doch wij weten dat de Duitse wet toelaat aan wie
» een vreemde nationaliteit verkrijgt, in sommige gevallen, de Duitse
» nationaliteit te behouden. Bij ontstentenis van een uitdrukkelijk bewijs-
» schrift, ben ik onwetend of deze laatste machtiging verleend is aan de
» personen die zich in het geval van den aanzoeker bevinden. *Het is de*
» *zaak van de Duitse legatie uitdrukkelijk af te kondigen dat artikel 278 van*
» *het Verdrag van Versailles door Duitschland wordt nageleefd. Zoolang dit*
» *beginsel niet is afgekondigd, meen ik geen gunstig advies te kunnen geven*
» *betreffende de aanvraag van den heer Kupper.*

De Procureur des Konings.

De Procureur des Konings van Verviers is dus van gevoelen dat, zoolang de Duitse wetgeving niet gewijzigd is, de aanvragen van Duitschers en van gewezen Duitschers als niet ontvankelijk moeten worden aangezien.

Het leek aan de Commissie dat deze stelling te streng is.

Naar luid van de Duitse wet van 1870 in deze zaak, verloren de in den vreemde gevestigde Duitschers de Duitse nationaliteit door een gestadig verblijf van tien jaar buiten 's Rijks grondgebied. Indien zij er geen andere verwierven, werden zij wat men gewoonlijk noemt « Heimatlos » en de wet van 1915 vergemakkelijkt hun het herkrijgen van de oorspronkelijke nationaliteit.

Voor dezen is de quaestie wellicht twijfelachtig, alleen door het feit dat het bewijs van het gestadig verblijf gedurende tien jaar buiten het Duitse grondgebied moeilijk te leveren is.

Doch er zijn Duitschers die hunne nationaliteit hebben verloren krachtens een uitdrukkelijk ontnemen der nationaliteit, hetgeen door een bewijs van uitwijking is vastgesteld

Dezen hebben opgehouden Duitschers te zijn. Zij mogen er het stoffelijk bewijs van leveren. Dienvolgens, kunnen zij niet meer door de Deutsche wetten bereikt worden.

Dienvolgens ook schijnt ons het advies van het Parket van Verviers te hunnen opzichte ongegrond toe.

Overigens schijnt het dat de bewoordingen zelfs van de artikelen 7 en 14 uitsluiten dat deze artikelen op hen van toepassing zijn; zij behelzen immers de woorden « zijne nationaliteit behouden ».

Welnu, men behoudt niet eene hoedanigheid die men verloren heeft. Men kan ze *terugvorderen* maar niet ze *behouden*.

De Commissie, in 't bezit zijnde van een zeker aantal aanvragen uitgaande van gewezen Duitschers, welke op eene bijzondere wijze verdienen in aanmerking te worden genomen, meende slechts, uit hoofde van deze bezwaren, enkel aan de Kamer, met gunstig advies, de aanvragen te onderwerpen, uitgaande van oorspronkelijke Duitschers in bezit van het uitwijkingsbewijs en wier gedrag, wier voorgaande en zedelijkheidswaarborgen ons toeschenen dat zij waardig waren de gunst te erlangen door hen aangevraagd.



A — STAATSBURGERSCHAP.

(Met vrijstelling der registratierechten.)



1^o Verslagen, namens de Commissie uitgebracht door den heer CUPLENAERE.



I.

N^o 77. — *Aanvraag van den heer Gisbert-Jan-Leonard ERAS.*



MIJNE HEEREN,

De heer Eras, geboren te 's Hertogen-Bosch (Nederland), den 31^e Juli 1874, vraagt burgerschap aan.

Hij woont in België sedert zijne kindsheid en is gevestigd, te Hemixem, (Antwerpen) als loodgieter.

Hij is gehuwd met eene Belgische vrouw. Uit deze verbintenis zijn zeven kinderen geboren, waarvan nog vijf in leven zijn. Weduwnaar geworden, is hij hertrouwd met eene Belgische vrouw en uit dit tweede huwelijk zijn drie kinderen geboren.

In 1916, heeft hij als oorlogsvrijwilliger dienst genomen en arbeidde in de munitiefabrieken.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer Eras Staatsburgerschap te verleenen met vrijstelling der registratierechten.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

HECTOR CUELENAERE.

DU BUS DE WARNAFFE.

II.

N° 76. — *Aanvraag van den heer Hubert MÖLTGEN.*

MIJNE HEEREN,

De heer Möltgen, geboren te Bonn (Duitschland), den 16ⁿ November 1876, vraagt burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 1884, en is gevestigd, te Antwerpen, als eerste hotelbediende.

Hij is gehuwd met eene Belgische vrouw. Uit deze verbintenis zijn, in België, twee kinderen geboren.

Hij heeft als oorlogsvrijwilliger dienst genomen in 1914. Hij werd in 1915 gewond. Hij arbeidde nadien in de munitiefabrieken.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer Möltgen Staatsburgerschap te verleenen met vrijstelling der registratierechten.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

HECTOR CUELENAERE.

DU BUS DE WARNAFFE.

2° Verslagen, namens de Commissie uitgebracht door den Heer DE JAEGER.

III.

N° 43. — *Aanvraag van den heer Hendrik KASCHTEN.*

MIJNE HEEREN,

De heer Kaschten, geboren te Bochum (Duitschland), den 11ⁿ November 1885, vraagt burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 19 Mei 1903 en is gevestigd, te Beho (Luxemburg), als schrijnwerker.

Hij is gehuwd met eene Belgische vrouw. Uit deze verbintenis zijn, in België, vier kinderen geboren.

Hij heeft in België aan de militaire dienstverplichtingen voldaan. Bij het uitbreken van den oorlog, werd hij onder de wapens geroepen, hij werd gevangen genomen bij den val van het fort van Fléron en geïnterneerd in Duitschland.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer Kaschten Staatsburgerschap te verleenen met vrijstelling van de registratierechten.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

C. DE JAEGHER.

DU BUS DE WARNAFFE.

IV.

N^o 51. — *Aanvraag van den heer Frederic-Arthur MARSDEN.*

MIJNE HEEREN,

De heer Marsden, geboren te Layston (Engeland), den 10^{en} December 1896, vraagt burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 1918 en is gevestigd, te Roux (Henegouw), als bediende.

Hij is gehuwd met eene Belgische vrouw. Uit deze verbintenis is, in België, één kind geboren.

Hij heeft dienst genomen in het Engelsch leger, in 1915, en, tot 1918, heeft hij den oorlog medegemaakt. Hij is drager van de oorlogsmedaille.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer Marsden Staatsburgerschap te verleenen met vrijstelling van de registratierechten:

De Verslaggever,

De Voorzitter,

C. DE JAEGHER.

DU BUS DE WARNAFFE.

V.

N^o 108. — *Aanvraag van den heer Gerschon-Enoch TREGER.*

MIJNE HEEREN,

De heer Treger, geboren te Isbitza (Polen), den 2/14^{en} October 1891, vraagt burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 28 December 1912 en is gevestigd, te Antwerpen als kleermaker.

Hij is gehuwd met eene uitlandsche vrouw. Uit deze verbintenis zijn drie kinderen geboren.

Den 6^{en} Augustus 1914, heeft hij als oorlogsvrijwilliger dienst genomen ; hij werd gewond en is drager van een verwondingsstreep, van het oorlogskruis, van de Yzer-medaille en der herinneringsmedaille.

In 1916 werd hij afgekeurd en naar huis gezonden.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer Tréger Staatsburgerschap te verleenen met vrijstelling van de registratierechten.

De Verslaggever,

C. DE JAEGHER.

De Voorzitter,

DU BUS DE WARNAFFE.

3^o Verslagen, namens de Commissie uitgebracht door den heer ELBERS.

VI.

N^o 64. — *Aanvraag van der heer KAMERMANS, Joost.*

MIJNE HEEREN,

De heer Kamermans, geboren te Vlissingen (Nederland), den 22^{en} November 1890, vraagt burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 3 Augustus 1910 en is gevestigd, te Antwerpen, als magazijnier.

Hij is gehuwd met een Belgische vrouw. Uit die verbintenis zijn, in het buitenland, twee kinderen geboren.

In 1914, heeft hij als vrijwilliger dienst genomen en heeft geheel den oorlog medegemaakt.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer Kamermans Staatsburgerschap te verleenen met vrijstelling van de registratierechten.

De Verslaggever,

F. ELBERS.

De Voorzitter,

DU BUS DE WARNAFFE.

VII.

N^o 67. — *Aanvraag van den heer Ernest-Arthur GREUËLL.*

MIJNE HEEREN,

De heer Greuëll, geboren te Wildbad (Duitschland), den 8^a Juli 1891, vraagt burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 21 Augustus 1893 en is gevestigd, te Sint-Joost-ten-Noode, als kunstschilder.

Hij is gehuwd met een Belgische vrouw. Uit deze verbintenis is, in België, één kind geboren.

Hij heeft, als milicien van 1911, in België aan de militaire verplichtingen voldaan. In 1914 onder de wapens geroepen, heeft hij geheel den oorlog medegemaakt. Hij is drager van acht frontstrepes, van het Belgisch oorlogskruis en van het Fransch oorlogskruis.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer Greuëll Staatsburgerschap te verleen en met vrijstelling van de registratierechten.

De Verslaggever,

F. ELBERS.

De Voorzitter,

DU BUS DE WARNAFFE.

~~1894~~

4^e Verslagen, namens de Commissie uitgebracht door den Heer FLAGRY.

VIII.

N^o 1. — *Aanvraag van den heer Marie-Hubert-Auguste-Clément TIELENS*

MIJNE HEEREN,

De heer Tielens, geboren te Luik, den 31^a Augustus 1898, vraagt burgerschap aan.

Hij woont in België sedert zijne geboorte en is gevestigd, te Luik, als student in de geneeskunde, adspirant aan het krijgshospitaal, te Luik.

Hij is ongehuwd.

In 1917 heeft de aanzoeker vrijwillig dienst genomen in het Belgisch leger en, na zijne naar huis zending, heeft hij opnieuw zijn dienst hernomen van leerling-militair geneesheer.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer Tielens Staatsburgerschap te verleen met vrijstelling van de registratierechten.

De Verslaggever,

E. FLAGEY.

De Voorzitter,

DU BUS DE WARNAFFE.

IX.

N° 57. — *Aanvraag van den heer Hendrik-Eugeen d'HAENE.*

MIJNE HEEREN,

De heer d'Haene, geboren te Nijmegen (Nederland), den 1ⁿ Januari 1891, vraagt burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 1894 en is gevestigd, te Brussel, als hotelbeheerder.

Hij is gehuwd met eene Belgische vrouw.

In 1914, heeft hij dienst genomen in het Belgisch leger en heeft geheel den oorlog medegemaakt.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer d'Haene Staatsburgerschap te verleen met vrijstelling van de registratierechten.

De Verslaggever,

E. FLAGEY.

De Voorzitter,

DU BUS DE DE WARNAFFE.

X.

N° 74. — *Aanvraag van den heer Hendrik WALK.*

MIJNE HEEREN,

De heer Walk, geboren te Gredno (Rusland), den 24ⁿ October 1889, vraagt burgerschap aan.

Hij woont in België sedert zijne kindsheid en is gevestigd, te Antwerpen, als diamanthandelaar.

Hij is ongehuwd.

In 1917 heeft hij als oorlogsvrijwilliger dienst genomen in het Belgisch leger en heeft er gediend tot in 1919.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer Walk Staatsburgerschap te verleen en met vrijstelling van de registratierechten.

De Verslaggever,

E. FLAGEY.

De Voorzitter,

DU BUS DE WARNAFFE.

XI.

N^o 111. — *Aanvraag van den heer Albert-Hippolyte Prévot.*

MIJNE HEEREN,

De heer Prévot, geboren te Louveroil (Frankrijk), den 16^e April 1883, vraagt burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 1 Mei 1889, en is gevestigd te Blaregnies (Henegouw) als brouwer.

Hij is gehuwd met eene uitlandsche vrouw. Uit deze verbintenis, zijn in België, drie kinderen geboren.

Hij heeft aan de militaire dienstverplichtingen in het buitenland voldaan en heeft den oorlog 1914-1918 in het Fransche leger medegemaakt.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer Prévot Staatsburgerschap te verleen en met vrijstelling van de registratierechten.

De Verslaggever,

E. FLAGEY.

De Voorzitter,

DU BUS DE WARNAFFE.

5^o Verslag, namens de Commissie uitgebracht door den Heer PUSSEMIER.

XII.

N^o 63. — *Aanvraag van den heer Jan-Egbert van EMMERIK.*

MIJNE HEEREN,

De heer van Emmerik, geboren te Utrecht (Nederland), den 19^e Mei 1890, vraagt burgerschap aan.

Hij is gevestigd, te Antwerpen, als electricwerker.

Hij is gehuwd met eene Belgische vrouw.

In 1914, heeft hij als oorlogsvrijwilliger dienst genomen, heeft geheel den oorlog medegemaakt en werd gewond, te Dixmuide, op 27 Mei 1916; wegens zijne dienstneming in het Belgisch leger, heeft hij zijne oorspronkelijke nationaliteit verloren.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer van Emmerik Staatsburgerschap te verleen en met vrijstelling van de registratierechten.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

LIONNEL PUSSEMIER.

DU BUS DE WARNAFFE.

6^o Verslagen, namens de Commissie uitgebracht door den Heer SAMIJN.

XIII.

N^o 32. — *Aanvraag van den heer LEON FRAENKEL.*

MIJNE HEEREN,

De heer Fraenkel, geboren te Kiew (Rusland), den 7/18^e Februari 1883, vraagt burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 24 September 1889 en is gevestigd, te Antwerpen, als handelaar.

Hij is ongehuwd.

Hij heeft vrijwillig dienst genomen in het leger voor den duur van den oorlog en heeft den oorlog 1914-1918 medegemaakt.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Reeds in 1909, had de betrokkene eene aanvraag om burgerschap ingediend; deze aanvraag was bij de wetgeving aanhangig, toen de oorlog werd verklaard.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer Fraenkel Staatsburgerschap te verleen en met vrijstelling van de registratierechten.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

J. SAMIJN.

DU BUS DE WARNAFFE.

XIV.

N° 41. — *Aanvraag van den heer Laurens-Augustin-Florimond SMOLDERS.*

MIJNE HEEREN,

De heer Smolders, geboren te Hoofdplaat (Nederland), den 11^e October 1891, vraagt burgerschap aan.

Hij woont in België sedert zijne kindsheid en is gevestigd, te Schaarbeek, als kok.

Hij is ongehuwd.

Op 4 Augustus 1914, heeft hij dienst genomen als oorlogsvrijwilliger en heeft geheel den oorlog medegemaakt. Hij is drager van acht frontstrepn, van de Yzer-medaille, het oorlogskruis en de herinneringsmedaille.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer Smolders Staatsburgerschap te verleen en met vrijstelling van de registratierechten.

De Verslaggever,

J. SAMIJN.

De Voorzitter,

DU BUS DE WARNAFFE.

XV.

N° 82. — *Aanvraag van den heer Karel-Robert MÜLLER.*

MIJNE HEEREN,

De heer Müller, geboren te Leipzig (Duitschland), den 5^e Februari 1891, vraagt burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 1892 en is gevestigd, te Auderghem (Brabant), als nijveraer.

Hij is gehuwd met eene Belgische vrouw. Uit deze verbintenis is, in België, één kind geboren.

Hij heeft aan den militairen dienstplicht in België voldaan als milicien van 1912. Hij werd, in 1914, onder de wapens geroepen en heeft den oorlog medegemaakt. Hij is drager van de Yzer-medaille.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer Müller Staatsburgerschap te verleen en met vrijstelling van de registratierechten.

De Verslaggever,

J. SAMIJN.

De Voorzitter,

DU BUS DE WARNAFFE.

XVI.

N^o 81. — *Aanvraag van den heer Georges-Joseph Protin.*

MIJNE HEEREN,

De heer Protin, geboren te Looberghe (Frankrijk), den 29ⁿ Januari 1897, vraagt burgerschap aan.

Hij woont in België sedert zijne kindsheid en is gevestigd, te Sint-Pieters-Jette, als 1^{ste} wachtmeester der gendarmerie.

Hij is gehuwd met eene Belgische vrouw.

In 1915, heeft hij als oorlogsvrijwilliger dienst genomen, heeft den oorlog medegemaakt en is gewond geworden. Door zijne verwonding heeft hij het rechteroog verloren. In 1918, heeft hij dienst genomen in de gendarmerie. Hij is gedecoreerd in de orde van Leopold II, is drager van het oorlogskruis en van de herinneringsmedaille.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie stelt u voor aan den heer Protin Staatsburgerschap te verleen en met vrijstelling van de registratierechten.

De Verslaggever,

J. SAMIJN.

De Voorzitter,

DU BUS DE WARNAFFE.

B. — STAATSBURGERSCHAP.

1^o Verslag, namens de Commissie uitgebracht door den heer DU BUS DE WARNAFFE.

XVII.

N^o 116. — *Aanvraag van den heer William-Parkinson Kirkpatrick.*

MIJNE HEEREN,

De heer Kirkpatrick, geboren te Elsene, van een Engelschen vader, den 21ⁿ Augustus 1858, vraagt Staatsburgerschap aan.

Hij woont in België sedert zijne geboorte en is gevestigd, te Ukkel, als ingenieur.

Hij is gehuwd en vader van vier kinderen, waarvan een majoor is geweest in het Engelsch leger, gedurende den oorlog, en een ander, vrijwilliger in het Belgisch leger, werd gedood te Oud-Stuyvekenskerke. — Hij was niet dienstplichtig in België en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 28 Augustus 1921.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

De aanzoeker is ridder in de Leopoldsorde en voorzitter van de Vereeniging der ingenieurs gevormd in de Polytechnische School, te Brussel.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Kirkpatrick voldoet aan al de vereichten tot het bekomen van Staatsburgerschap.

De Voorzitter-Verslaggever,

DU BUS DE WARNAFFE.

2^o Verslagen, namens de Commissie uitgebracht door den heer Elbers.

XVIII.

N^o 20. — *Aanvraag van den heer Alexander Levy.*

MIJNE HEEREN,

De heer Levy, geboren te Obercassel (Duitschland), den 29^a Juli 1865, vraagt Staatsburgerschap aan.

Hij woont in België sedert 5 November 1892 en is gevestigd, te Brussel, als nijveraar.

Hij is gehuwd met een Duitsche vrouw. Uit deze verbintenis is, in België, een kind geboren.

Hij heeft, in zijn geboorteland, aan de militaire verplichtingen voldaan. Sinds 1892, had de betrokkene zijne oorspronkelijke nationaliteit verloren door een akte van ontslag.

Bij het uitbreken van den oorlog, was zijne aanvraag om naturalisatie bij de wetgeving aanhangig gemaakt.

Hij verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 28 Augustus 1921.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is. Onder den oorlog heeft hij de diensten van het Roode Kruis en onderscheidene andere oorlogswerken geldelijk gesteund.

Zijn zoon, die nationaliteitskeuze voor België had gedaan, nam, in 1914, dienst als oorlogsvrijwilliger en werd gewond aan den Yzer. Nauwelijks hersteld, keerde hij bij zijn regiment aan het front terug en sneuvelde op het veld van eer.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Levy voldoet aan al de vereischten tot het bekomen van Staatsburgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

F. ELBERS.

DU-BUS DE WARNAFFE.

XIX.

N° 28. — *Aanvraag van den heer Herman-Bernard Michel SEIJLER.*

MIJNE HEEREN,

De heer Seijler, geboren te Vierlingsbeek (Nederland), den 15ⁿ Maart 1845, vraagt Staatsburgerschap aan.

Hij woont in België sedert 1869 en is gevestigd, te Sint-Pieters-Jette (Brabant), als boekhouder.

Hij is gehuwd met eene Belgische vrouw.

Hij was in België niet dienstplichtig en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 28 Augustus 1921.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Zijn eenige zoon, die onderluitenant was bij de Zouaven, viel op het veld van eer den 9ⁿ Juli 1916, nabij Bapaume (Frankrijk).

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Seijler voldoet aan al de vereischten tot het bekomen van Staatsburgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

F. ELBERS.

DU-BUS DE WARNAFFE.

5° Verslagen, namens de Commissie uitgebracht door den heer FLAGET.

XX.

N° 58. — *Aanvraag van den heer Jacob-Lœbel FISCHER.*

MIJNE HEEREN,

De heer Fischer, geboren te Cracovie (Polen), den 5ⁿ November 1867, vraagt Staatsburgerschap aan.

Hij woont in België sedert 27 Mei 1884 en is gevestigd, te Brussel, als diamanthandelaar.

Hij is gehuwd met eene Belgische vrouw. Uit deze verbintenis zijn, in België, drie kinderen geboren.

Hij werd in zijn geboorteland van den militairen dienst ontslagen en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 28 Augustus 1921.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

De kinderen van den aanzoeker deden nationaliteitskeuze voor België. Een der zonen heeft den oorlog 1914-1918 medegemaakt als oorlogsvrijwilliger; hij is reserveluitenant en lid van de balie, te Brussel.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Fischer voldoet aan al de vereischen tot het bekomen van Staatsburgerschap.

De Verslaggever,

E. FLAGEY.

De Voorzitter,

DU BUS DE WARNAFFE.

XXI.

N^o 49. — *Aanvraag van den heer* HENRI DE GREEF.

MIJNE HEEREN.

De heer de Greef, geboren te Crefeld (Duitschland), den 7ⁿ Augustus 1860, vraagt Staatsburgerschap aan.

Hij woont in België sedert 1886 en is gevestigd, te Namen, als leeraar aan de faculteit van wetenschappen in het College « Notre Dame de la Paix ».

Hij had geene militaire verplichtingen en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 28 Augustus 1921.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Tijdens den oorlog, heeft hij aanzienlijke diensten bewezen aan de inlichtingsdiensten voor de legers der Geallieerden en aan den dienst tot bevoorrading der bevolking. Hij is ridder in de Leopoldsorde en drager van de burgerlijke medaille van eerste klas.

Bij het uitbreken van den oorlog, had de Kamer eene eerste aanvraag van den belanghebbende in aanmerking genomen.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer de Greef voldoet aan al de vereischen tot het bekomen van Staatsburgerschap.

De Verslaggever,

E. FLAGEY.

De Voorzitter,

DU BUS DE WARNAFFE.

XXII.

N^o 96. — *Aanvraag van den heer Abraham, Bernard Jofé.*

MIJNE HEEREN,

De heer Jofé, geboren te Dwinsk (Rusland) den 4^e Februari 1880, vraagt Staatsburgerschap aan.

Hij woont in België sedert 24 October 1898 en oefent te Ukkel (Brabant) het beroep van advocaat uit.

Hij is gehuwd met eene Poolse vrouw die, tegelijk met haar man, Staatsburgerschap aanvraagt. Een kind werd uit dit huwelijk geboren.

Hij heeft aan de militaire verplichtingen in Rusland voldaan, en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, door de wet van 28 Augustus 1921 vereischt.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

De vader van den betrokken persoon had reeds in 1904 het gewoon burgerschap bekomen.

Uwe Commissie is van gevoelen, dat de heer Jofé aan al de vereischten voldoet tot het bekomen van Staatsburgerschap.

De Verslaggever,

E. FLAGEY.

De Voorzitter,

L. DU BUS DE WARNAFFE.

XXIII.

N^o 96. — *Aanvraag van mevrouw Mindlia FEFERBERG, echtgenote van Abraham, Bernard Jofé.*

MIJNE HEEREN,

Mevrouw Feferberg, geboren te Warschau, den 20^e Maart 1882, vraagt Staatsburgerschap aan, te gelijk met haar man.

Zij verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 28 Augustus 1921.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoekster van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen, dat mevrouw Feferberg aan al de vereischten voldoet tot het bekomen van Staatsburgerschap.

De Verslaggever,

E. FLAGEY.

De Voorzitter,

DU BUS DE WARNAFFE.

4^o Verslagen, namens de Commissie uitgebracht door den heer Pussemier.

XXIV.

N^o 113. — *Aanvraag van den heer Martin-Henri RUMPF.*

MIJNE HEEREN,

De heer Rumpf, geboren te Parijs, van een Braziliaansch vader, den 18^e September 1872, vraagt Staatsburgerschap aan.

Hij woont in België sedert 3 November 1892 en is gevestigd, te Ukkel, als fabrieksbestuurder.

Hij is gehuwd met eene Belgische vrouw, die hare oorspronkelijke nationaliteit terugbekomen heeft uit kracht der wet van 15 Mei 1922.

Hij had geene militaire verplichtingen en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 28 Augustus 1921.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

De betrokkene is ridder in het Erelégioen.

Reeds vóór den oorlog, had hij eene aanvraag om burgerschap ingediend.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Rumpf voldoet aan al de vereischen tot het bekomen van Staatsburgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

LIONNEL PUSSEMIER.

DU BUS DE WARNAFFE.

XXV.

N^o 44. — *Aanvraag van den heer David FELDHEIM.*

MIJNE HEEREN,

De heer Feldheim, geboren te Warendorf (Duitschland), den 25^e Januari 1884, vraagt Staatsburgerschap aan.

Hij woont in België sedert 1884 en is gevestigd, te Saventhem, als nijveraar.

Hij is gehuwd met eene Belgische vrouw en is vader van drie kinderen welke, door nationaliteitskeuze, Belg zijn geworden. Reeds in 1888, kreeg hij ontslag als Duitsch onderdaan, welk feit erkend werd door een arrest van het Hof van Beroep, te Brussel, dd., 22 Mei 1922, en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 28 Augustus 1921.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Tijdens den oorlog heeft de betrokkene een zuiver vaderlandsch gedrag gehad en werd gedecoreerd met de Leopoldsorde voor diensten aan de bevolking, onder de bezetting, bewezen.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Feldheim voldoet aan al de vereischen tot het bekomen van Staatsburgerschap.

De Verslaggever,

LIONNEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

DU BUS DE WARNAFFE.

5^o Verslag, namens de Commissie uitgebracht door den heer DE JAEGHER.

XXVI.

N^o 53. — *Aanvraag van den heer Joseph TAITSCH.*

MIJNE HEEREN,

De heer Taitsch, geboren te Nicolaïeff (Rusland), den 25^o October/7^a November 1867, vraagt Staatsburgerschap aan.

Hij woont in België sedert 1893 en is gevestigd, te Antwerpen, als leeraar in het Hooger Handelsinstituut.

Hij is gehuwd met eene Russische vrouw; uit deze verbintenis zijn, in België, twee kinderen geboren, waarvan het oudste Belg is geworden door nationaliteitskeuze.

Uit een bewijsstuk van het dossier blijkt dat de betrokkene in regel is met 's lands wet in zake de militie, en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 28 Augustus 1921.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

De betrokkene werd tot-ridder in de Leopoldsorde benoemd ten titel van leeraar.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Taitsch voldoet aan al de vereischen tot het bekomen van Staatsburgerschap.

De Verslaggever,

C. DE JAEGHER.

De Voorzitter,

DU BUS DE WARNAFFE.

6^e Verslag namens de Commissie uitgebracht door den heer SAMIJN.

XXVII.

N^o 23. — *Aanvraag van den heer Salomon DE JONG.*

MIJNE HEEREN,

De heer de Jong, geboren te Amsterdam (Nederland), den 5^e Januari 1868, vraagt Staatsburgerschap aan.

Hij woont in België sedert 1885 en is gevestigd te Antwerpen als industrieel. Hij is afgevaardigd-beheerder van de Maatschappij « Minerva ».

Hij is gehuwd met eene Hollandsche vrouw. Uit dit huwelijk werden, in België, twee kinderen geboren, die Belg zijn geworden door nationaliteitskeuze.

Hij had geene militieverplichtingen in zijn land van herkomst, en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht vereischt bij de wet van 28 Augustus 1921.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Hij is ridder in de Leopoldsorde en vereerd met de medaille van Koning Albert.

Uwe Commissie is van gevoelen, dat de heer de Jong aan al de vereischte voldoet tot het bekomen van Staatsburgerschap.

De Verslaggever,

J. SAMIJN.

De Voorzitter,

L. DU BUS DE WARNAFFE.

C. — GEWOON BURGERSCHAP.

2^o Verslag, namens de Commissie uitgebracht door den Heer DE JAEGER.

XXVIII.

N^o. 120. — *Aanvraag van den heer Max Lion.*

MIJNE HEEREN,

De heer Lion, geboren te Mannheim (Duitschland), den 15^e December 1849, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 2 Maart 1878 en is gevestigd, te Ukkel (Brabant), als bank-gevolmachtigde.

Hij is gehuwd met een Belgische vrouw die de Belgische nationaliteit heeft herkegen overeenkomstig de overgangsbepalingen der wet van 15 Mei 1922. Uit deze verbintenis zijn, in België, twee kinderen geboren.

Hij was vrij van militairen dienst in zijn land van herkomst en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 28 Augustus 1921.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Hij is ridder in de Leopoldsorde. Tijdens den oorlog, heeft hij onderscheidene Belgische werken, gesticht ten voordeele van de militairen en ten bate van de bevolking, gesteund.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Lion voldoet aan al de vereichten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

C. DE JAEGER.

De Voorzitter,

DU BUS DE WARNAFFE.
